



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

D2023-0703

Envoyé le 29/06/2023



Evry-Courcouronnes, le 23/06/2023

Unité départementale de l'Essonne
Cité Administrative
Boulevard de France
91010 EVRY-COURCOURONNES Cedex

Nos réf. : D2023-0703

Affaire suivie par : Olivier CAPOU
Tél. : 01 60 76 34 48 / Mob. : 07 64 01 74 78
Courriel : olivier.capou@developpement-durable.gouv.fr

R:\ACTIONS_ICPE\ETAMPES\Mauchamps\
TERRA_1\02_Inspections\2023 Inspection\2023-06-TERRA1-
Rapport_Inspection.odt

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Inspection du 19/06/2023
TERRA 1 – rue Saint-Eloi 91730 MAUCHAMPS

Réf. : [1] Arrêté préfectoral n° 2022.PREF/DCPPAT/BUPPE/215 du 26 octobre 2022 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société TERRA 1 pour l'exploitation de ses installations situées rue Saint Eloi à MAUCHAMPS (91730)
[2] Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Visite d'inspection du 19/06/2023

Partie nominative

TERRA 1 – rue Saint-Eloi 91730 MAUCHAMPS

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 19/06/2023 de l'établissement TERRA 1 implanté Rue Saint-Eloi Les Poiriers Rouges 91730 Mauchamps. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- CAPOU Olivier, Unité départementale de l'Essonne, Cellule Risques, inspecteur de l'environnement.

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

- M. Grégory BERCOVICI, REX MAUCHAMPS (propriétaire) ;
- M. Paul BOUVATTIER, TERRA 1 (exploitant du bâtiment) ;
- M. François BIERON, Intermarché - Directeur du site ;
- Mme Lydie MARTINEAU, Intermarché – Responsable QHSE.

Le courriel d'échange avec l'administration est p.bouvattier@jmgpartners.fr.

Rédacteur



L'inspecteur de l'environnement
Olivier CAPOU

Vérificateur/Approbateur



Pour le directeur, par délégation,
Le Chef de l'Unité départementale de l'Essonne
Patrick POIRET

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 19/06/2023 de l'établissement TERRA 1 implanté Rue Saint-Eloi Les Poiriers Rouges 91730 Mauchamps, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant le constat de l'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement sans l'autorisation requise du code de l'environnement, conformément à l'article L. 171-7-I du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de régulariser la situation administrative de ses installations, en déposant ou cessant son activité, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Bureaux dans la cellule C1 - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022 article : 1.5.1 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Numérotation des cellules - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022 article : 1.3.1 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Contrôle des rejets - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022 article : 4.4.7 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Intervention des services de secours – Accessibilité - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022 article : 7.3.3.1 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Intervention des services de secours – Stationnement des engins - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022 article : 7.3.3.4 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Stockage de matières dangereuses et chimiquement incompatibles - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022 article : 7.4.1 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Installation de protection contre la foudre - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022 article : 7.5.4 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Plan de défense incendie - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022 article : 7.6.2 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite

- nom : Installations de combustion – Mesure périodique de la pollution rejetée - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022 article : 8.5.4 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite

Evry-Courcouronnes, le 23/06/2023

Unité départementale de l'Essonne
Cité Administrative
Boulevard de France
91010 EVRY-COURCOURONNES Cedex

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Visite d'inspection du 19/06/2023

Contexte et constats

Publié sur



TERRA 1 – rue Saint-Eloi 91730 MAUCHAMPS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2023 dans l'établissement TERRA 1 implanté Rue Saint-Eloi Les Poiriers Rouges 91730 Mauchamps. L'inspection a été annoncée le 31/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de l'inspection a pour but de vérifier de vérifier les mesures constructives de l'entrepôt construit par la société TERRA 1.

La visite d'inspection est inscrite dans le cadre du programme d'inspection annuel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRA 1
- Rue Saint-Eloi Les Poiriers Rouges 91730 Mauchamps
- Code AIOT : 0006520801
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le bâtiment appartient à la société REX MAUCHAMPS.

Le bâtiment a été construit par le promoteur TERRA 1. La société TERRA 1 exploite le bâtiment.

Le bâtiment est loué à la société INTERMARCHE.

L'entrepôt logistique comprend 7 cellules : C1, C2, C2a Li, C2b et C2c, C3 et C4.

Les cellules C2a, C2b et C2c sont réservées aux produits dangereux :

- les aérosols et produits inflammables sont stockés en cellule C2a,
- la soude ou potasse en cellule C2b ou C2c et
- les produits toxiques pour l'environnement en cellule C2c ou C2b.

Le bâtiment logistique comprend également :

- un local chaufferie permettant d'accueillir les chaudières nécessaires au chauffage de l'entrepôt ;
- un local de charge de batteries ;
- un local de maintenance des chariots élévateurs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative de l'établissement ;
- Dispositions constructives ;
- Conditions de stockage et d'exploitation ;
- Protection de la pollution de l'eau et des milieux aquatiques ;
- Prévention des risques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ¹	Proposition de délais
1	Numérotation des cellules	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 1.3.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Bureaux dans la cellule C1	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 1.5.1	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
14	Contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.4.7	Lettre de suite préfectorale	3 mois
25	Intervention des services de secours – Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.3.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
28	Intervention des services de secours – Stationnement des engins	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.3.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
33	Stockage de matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.4.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
37	Installation de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.5.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
46	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.6.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois

¹ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
58	Installations de combustion – Mesure périodique de la pollution rejetée	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.5.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 2.2.2	Sans objet
4	Protection des eaux d'alimentation	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.2.2	Sans objet
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.3.2	Sans objet
6	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.3.3	Sans objet
7	Eaux pluviales et non susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.4.2.1	Sans objet
8	Eaux pluviales et susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.4.2.2	Sans objet
9	Eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.4.2.3	Sans objet
10	Eaux usées	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.4.2.4	Sans objet
11	Pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.4.2.5	Sans objet
12	Séparateur d'hydrocarbures – dimensionnement	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.4.3.1	Sans objet
13	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.4.4	Sans objet
15	Eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.5.1	Sans objet
16	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 6.2.3	Sans objet
17	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.2.2	Sans objet
18	Implantation	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
19	Comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.2	Sans objet
20	Dispositions constructives – Entrepôt	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.2.1	Sans objet
21	Dispositions constructives – Local sprinkleur	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.2.2	Sans objet
22	Dispositions constructives – Local de charge d'accumulateurs	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.2.3	Sans objet
23	Dispositions constructives – Autres locaux	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.2.4	Sans objet
24	Dispositions constructives – Bureaux et locaux sociaux	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.2.5	Sans objet
26	Intervention des services de secours – Accessibilité des engins	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.3.2	Sans objet
27	Intervention des services de secours – Mise en station des moyens aériens	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.3.3	Sans objet
29	Intervention des services de secours – Accès aux issues et aux quais	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.3.5	Sans objet
30	Désenfumage – cellules de stockage	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.4.1	Sans objet
31	Désenfumage – Locaux de charge d'accumulateurs	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.4.2	Sans objet
32	Evacuation du personnel	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.5	Sans objet
34	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.4.2	Sans objet
35	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.5.2	Sans objet
36	Eclairage	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.5.3	Sans objet
38	Ventilation des locaux	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.5.5	Sans objet
39	Système de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.5.6	Sans objet
40	Chauffage et refroidissement	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.5.7	Sans objet
41	Chauffage (hors chaufferie)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 18.2. Autres moyens de chauffage	Sans objet
42	Équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.5.9	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
43	Moyens de lutte contre l'incendie – Définition générale	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.6.1	Sans objet
44	Moyens de lutte contre l'incendie – Extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.6.1	Sans objet
45	Moyens de lutte contre l'incendie – Exercice de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.6.1	Sans objet
47	Installations de combustion – Implantation	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.1.2	Sans objet
48	Installations de combustion – Réaction au feu	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.2.1	Sans objet
49	Installations de combustion – Résistance au feu	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.2.2	Sans objet
50	Installations de combustion – Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.3.1	Sans objet
51	Installations de combustion – Explosion	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.3.2	Sans objet
52	Installations de combustion – Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.3.3	Sans objet
53	Installations de combustion – Ventilation	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.3.4	Sans objet
54	Installations de combustion – Issues	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.3.5	Sans objet
55	Installations de combustion – Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.3.9	Sans objet
56	Installations de combustion – Efficacité énergétique	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.4.3	Sans objet
57	Installations de combustion – Cheminée	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entrepôt a été construit selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les installations sont neuves et propres.

Un bloc de bureaux a été construit à l'intérieur de la cellule 1, sans que celui-ci n'est fait l'objet d'un porter à connaissance auprès du préfet.

Le plan de défense incendie n'a pas encore été validé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Numérotation des cellules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 1.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Conformité au dossier de demande d'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : L'inspection constate que la numérotation utilisée par l'exploitant est différente de la numérotation du dossier d'autorisation et de l'arrêté préfectoral d'autorisation. La numérotation de l'exploitation est la suivante : <ul style="list-style-type: none">- Cellule C1 de l'arrêté préfectoral = Cellule C5 pour l'exploitation ;- Cellule C2 de l'arrêté préfectoral = Cellule C6 pour l'exploitation ;- Cellule C3 de l'arrêté préfectoral = Cellule C7 pour l'exploitation ;- Cellule C4 de l'arrêté préfectoral = Cellule C8 pour l'exploitation ;- Cellule C2a de l'arrêté préfectoral = Cellule C6a pour l'exploitation ;- Cellule C2b de l'arrêté préfectoral = Cellule C9b pour l'exploitation ;- Cellule C2c de l'arrêté préfectoral = Cellule C9c pour l'exploitation. → Non-conformité : L'exploitant n'exploite pas les installations conformément au dossier de dossier d'autorisation et de l'arrêté préfectoral d'autorisation, car l'exploitant utilise une numérotation des cellules différente de la numérotation des cellules du dossier d'autorisation et de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Bureaux dans la cellule C1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification du champ de l'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de

l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats : L'inspection constate l'installation d'un bloc cellulaire de bureaux dans la cellule C1. Ce bloc est en R+1 (rez-de-chaussée surmonté d'un étage) (voir photo ci-après).



L'exploitant explique que l'installation de ce bloc de bureaux a été faite après réception du bâtiment par le locataire.

Les bureaux sont composés de la façon suivante :

- bureaux en rez-de-chaussée ;
- salles de réunions et des bureaux au 1er étage.

L'inspection interroge les personnes travaillant dans ces bureaux. Seulement une partie du personnel travaillant dans les bureaux a été interrogée, car une partie était en pause ou absente.

Au rez-de-chaussée, il est relevé la présence de :

- M. FIALETOUX, responsable d'exploitation ;
- M. MORIZOT, responsable des stocks.

Au 1er étage, il est relevé la présence de deux personnels de la société d'intérim SYNERGIE, travaillant pour le compte du locataire INTERMARCHÉ. Les personnes de la société SYNERGIE déclarent que leur travail est du ressort des « Relations humaines » en établissant les fiches de paye et en assurant la gestion administrative des employés intérimaires du site.

→ **Non-conformité** : L'exploitant n'a pas porté à connaissance du préfet la mise en place, au sein de la cellule C1, d'un bloc de bureaux comprenant une mezzanine, en apportant les éléments d'appréciation nécessaires dont notamment une analyse de la conformité des modifications par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation et à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié.

L'exploitant doit apporter, dans un porter-à-connaissance auto-portant, tous les éléments d'appréciation et a minima :

- Descriptif technique du bloc de bureaux comprenant une mezzanine (plan, structure, résistance, degré coupe-feu) ;
- Utilisation des bureaux au rez-de-chaussée, de la mezzanine et des espaces sur plancher haut ;
- Analyse de conformité par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation et à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié selon les dispositions applicables aux installations nouvelles, en justifiant en particulier les points suivants :

- * Dispositions constructives (attestation de conformité du degré coupe-feu des parois, des plafonds),
- * Absence de ruine en chaîne de la structure,
- * Évacuation du personnel,
- * Détection incendie sur et sous mezzanine ,
- * Moyens d'extinction incendie présents sur et sous mezzanine (extincteurs, sprinkler, RIA...),
- * Système de désenfumage et de cantonnement sur et sous plancher haut.

Dans le cas contraire, la mezzanine doit être retirée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 2.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Titre 2 – Gestion de l'établissement

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. En particulier, l'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La hauteur minimale de la clôture, mesurée à partir du sol du côté extérieur, est de 2 mètres. [...]

Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la mise en place de la clôture du site d'une hauteur supérieure à 2 mètres.

L'inspection constate la clôture du site par une hauteur supérieure à 2 mètres.

Le site est bien isolé du site voisin appartenant à la société IMMO INTERMARCHE.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Protection des eaux d'alimentation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Titre 4 – Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. [...]
Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la mise en place d'un clapet anti-retour contrôlable de la série NOREPOL EA Série H1 10. L'exploitant présente les plans suivants : - le plan des réseaux d'Alimentation en Eau Potable (AEP), Incendie et Sprinkleur établi par la société Jean LEFEBVRE en date du 30/09/2022. Le plan précise la présence de 2 disconnecteurs : - 1 disjoncteur sur le réseau incendie, alimentant les poteaux incendie et la réserve d'eau du sprinkleur. Le disjoncteur est un clapet anti-retour de la marque BAYARD et de la série NOREPOL EA Série H1 10 - 1 disjoncteur sur le réseau d'alimentation en eau potable des sanitaires. L'inspection constate la mise en place d'un disjoncteur en chaufferie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Titre 4 – Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, postes de relevage, compteurs...);- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant présente les plans suivants : <ul style="list-style-type: none">- le plan des réseaux d'Alimentation en Eau Potable (AEP), Incendie et Sprinkleur établi par la société Jean LEFEBVRE en date du 30/09/2022 ;- le plan des réseaux humides établi par la société Jean LEFEBVRE en date du 02/08/2022 présentant notamment le réseau des produits dangereux vers le bassin de rétention ; Ces plans présentent : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (implantation des disconnecteurs) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, postes de relevage, compteurs...);- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Titre 4 – Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables et étanches, et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.
Constats : L'exploitant présente : <ul style="list-style-type: none">- le rapport d'inspection télévisée de la société CIG du 25/05/2022 pour le contrôle des réseaux intérieurs ;- le rapport d'inspection télévisée de la société Compagnie Générale d'Assainissement du 08/06/2022 pour le contrôle des réseaux extérieurs ;- l'attestation de la société Jean LEFEBVRE en date du 29/08/2022 certifiant que l'ensemble des réseaux enterrés EU et EP ont été curés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Eaux pluviales et non susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Titre 4 – Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales issues des toitures sont collectées vers le bassin de rétention (bassin n°1) situé au nord-est du site, d'une capacité totale de 3 470 m ³ . Un bassin complémentaire de 5 700 m ³ (bassin n°4) permet de tamponner les eaux avant infiltration via le bassin n°1. Les eaux sont ensuite dirigées vers les puits d'infiltration situés au sud-est du site. Une vanne d'isolement automatique et manuelle est installée en amont du bassin des eaux pluviales des toitures. Une vanne d'isolement automatique et manuelle complémentaire est installée en aval du bassin des eaux pluviales des toitures afin de protéger les puits d'infiltration. Afin de contenir des pluies d'occurrence supérieure à la vicennale, le bassin de rétention des eaux pluviales des toitures est équipé d'une surverse dans le bassin « zone humide », situé dans la continuité du bassin des eaux pluviales et non susceptibles d'être polluées.
Constats : L'exploitant présente les justificatifs suivants : <ul style="list-style-type: none">- le plan du géomètre GEOMETRIC en date du 24/08/2022 attestant des capacités des bassins, à savoir notamment le bassin n°1 d'infiltration des eaux pluviales non polluées (toitures) de 3 710 m³ et le bassin n°4 de 5 708 m³ ;- l'attestation de la société DEMOUSELLE du 25/08/2022 certifiant que les 4 vannes martellières

sont fermées automatiquement sur déclenchement du sprinkleur ;

L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la mise en place des dispositifs suivants :

- Une vanne d'isolement automatique et manuelle est installée en amont du bassin des eaux pluviales des toitures (bassin n°1) ;
- Une vanne d'isolement automatique et manuelle complémentaire est installée en aval du bassin des eaux pluviales des toitures (bassin n°1) afin de protéger les puits d'infiltration ;
- Le bassin de rétention des eaux pluviales des toitures (bassin n°1) est équipé d'une surverse dans le bassin « zone humide », situé dans la continuité du bassin des eaux pluviales et non susceptibles d'être polluées.

L'inspection constate la mise en place de ces vannes d'isolement et de la surverse dans le bassin « zone humide ».

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Eaux pluviales et susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Titre 4 – Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par du ruissellement sur les voiries, les aires de stationnement, de chargement et de déchargement, les aires de stockages et les autres surfaces imperméables sont collectées par des réseaux spécifiques. Elles sont ensuite acheminées vers un bassin de rétention (bassin n°2) situé au sud du site, d'une capacité de 3 034 m ³ . Ces eaux sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionné et dirigées vers les puits d'infiltration.
Constats : L'exploitant présente le plan du géomètre GEOMETRIC en date du 24/08/2022 attestant de la capacité du bassin n°2 de 3 920 m ³ . L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la mise en place du séparateur d'hydrocarbures en sortie du bassin n°2, de type FT SEP HYDRO ACIER SANS BY-PASS 20ls DN200 SH4-4798-20-00. L'inspection constate la mise en place du séparateur d'hydrocarbures en sortie du bassin n°2. L'exploitant indique qu'il n'y a pas de note de calcul, car le séparateur est positionné en aval du limiteur de débit vortex 20l/s. Il ne reprend pas une surface en « direct ». Son débit de traitement est donc égal au débit de fuite du vortex. Le séparateur d'hydrocarbures sans by-pass de débit traite un débit maxi de 20 l/s. L'exploitant présente la plaquette commerciale du séparateur d'hydrocarbures de marque SIMOP et de référence SH4/4798/20/00.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Titre 4 – Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de déversement accidentel ou d'extinction d'un incendie, les eaux polluées sont collectées vers le bassin de rétention des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Le bassin de rétention des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est muni d'une vanne d'isolement automatique et manuelle permettant de contenir les eaux d'extinction d'incendie.
Constats : L'exploitant présente les justificatifs suivants : - l'attestation de la société DEMOUSELLE du 25/08/2022 certifiant que les 4 vannes martellières sont fermées automatiquement sur déclenchement du sprinkleur. L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la mise en place du bassin de rétention des eaux d'extinction et d'une la vanne d'isolement. L'inspection constate la mise en place d'un bassin de rétention des eaux d'extinction (bassin n°2) équipé d'une vanne d'isolement manuelle et automatique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Titre 4 – Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents domestiques sont les eaux domestiques issues des installations sanitaires et des eaux de nettoyage des locaux et du matériel. Les eaux sont collectées et rejetées dans le réseau d'assainissement public, par une pompe de relevage. Les eaux de la chaufferie étant directement reliées au réseau des eaux usées, une vanne d'isolement est mise en place afin de confiner les eaux en cas d'incendie. Cette vanne est située au sud-ouest du site.
Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste d'une la vanne d'isolement pour confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie dans la chaufferie. L'inspection constate la mise en place : - de la pompe de relevage sur le réseau d'eaux usées ; - d'une vanne isolement sur la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie dans la chaufferie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.4.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Titre 4 – Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules de stockage des produits dangereux (C2a, C2b, C2c) sont équipées d'un bassin de confinement des produits dangereux (bassin n°3), commun aux 3 cellules de stockage. Ce bassin est en béton. Il est conçu et entretenu pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé. Le bassin est incombustible et a une capacité de 1 566 m³. Le confinement des liquides est assuré par un système de station de pompage en aval.</p> <p>Le fonctionnement de la station de pompage est asservi à une alarme technique permettant d'alerter l'exploitant et/ou sa société de télésurveillance d'un événement demandant une intervention de levée de doute.</p> <p>La vidange des eaux de pluies dans le bassin est assurée par l'exploitant par actionnement de la pompe de relevage après contrôle de la qualité des eaux. Une consigne est mise en place pour rappeler les contrôles à effectuer avant le relevage des eaux.</p> <p>Une sonde de détection de passage de liquide entre les cellules de stockage de produits dangereux et le bassin de confinement des produits dangereux permet d'empêcher le fonctionnement de la pompe de relevage.</p>
<p>Constats : L'exploitant présente les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan du géomètre GEOMETRIC en date du 24/08/2022 attestant de la capacité du bassin de rétention des produits dangereux de 2 200 m³ ; - l'attestation de la société DEMOUSELLE du 13/09/2022 certifiant que la station de pompage du bassin n°3 est asservie à une alarme technique permettant d'alerter l'exploitant ; - l'attestation de la société DEMOUSELLE du 25/08/2022 certifiant que les 4 vannes martellières sont fermées et la station de pompage du bassin n°3 des produits dangereux est arrêtée automatiquement sur déclenchement du sprinkleur. <p>L'inspection constate la mise en place du bassin de confinement des produits dangereux (bassin n°3) et de la pompe de relevage associée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Séparateur d'hydrocarbures – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Titre 4 – Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement dispose d'un séparateur d'hydrocarbure pour traiter les eaux pluviales susceptibles d'être polluées. La conception et la performance de ces installations de traitement permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. [...]
Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la mise en place du séparateur d'hydrocarbures en sortie du bassin n°2. L'inspection constate la mise en place du séparateur d'hydrocarbures en sortie du bassin n°2. En ce qui concerne le dimensionnement du séparateur en sortie du bassin n°2, voir le point de contrôle n°10.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Titre 4 – Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales sont rejetées, après passage dans le bassin des eaux pluviales des toitures, dans un ensemble de 8 puits d'infiltration au sud-est du site, dont 2 puits d'une profondeur de 25 m et 6 puits d'une profondeur de 42,5 m. Chaque puits présente un diamètre de 400 mm. L'infiltration globale du site est de 2,0 l/s minimum. Les eaux usées sont rejetées dans le réseau des eaux domestiques. Ce réseau se rejette dans le réseau d'assainissement de la commune de Mauchamps. Ce réseau est raccordé à la station de traitement d'Ollainville. Les valeurs limites de rejet au niveau des points de rejets sont fixées par convention entre l'exploitant et le gestionnaire du réseau.
Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la mise en place de 8 puits de diamètre 400 mm. L'exploitant présente l'arrêté du syndicat de l'Orge n° ASST-2022/4 du 06/09/2022. Cet arrêté autorise le déversement des eaux usées du site dans le réseau public d'assainissement de la commune de Mauchamps et du syndicat de l'Orge.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Contrôle des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Titre 4 – Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un contrôle sur les rejets dans le réseau d'eaux pluviales est effectué dans les six mois suivant la mise en service des installations puis tous les 5 ans. Les résultats d'analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : → Non-conformité : L'exploitant n'a pas réalisé le contrôle des rejets dans le milieu naturel dans le 1er semestre suivant la mise en service.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Titre 4 – Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque cellule de liquides inflammables est divisée en zones de collecte d'une superficie unitaire maximale au sol égale à 500 m ² . [...]Le confinement des eaux d'incendie est réalisé : - pour les cellules de stockage n° 1, 2, 3 et 4 par le bassin étanche de rétention des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ; - pour les cellules n° 2a, 2b et 2c, par le bassin de rétention des produits dangereux. [...]
Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la mise en place de 10 points de collecte avec un dallage en pointe de diamant. L'inspection constate la mise en place : - du bassin n°2 de rétention des eaux d'extinction des cellules n°1, 2, 3 et 4 ; - du bassin n°3 de rétention des eaux d'extinction des cellules n° 2a, 2b et 2c ; - de 10 regards de collecte et de la mise en place d'un dallage en pointe de diamant dans la cellule de stockage des liquides inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 6.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Titre 6 – Prévention des nuisances sonores, des vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.
Constats : L'inspection rappelle que l'exploitant doit réaliser une mesure de bruit et de l'émergence dans l'année suivant la mise en service.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées indiquant leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité. Cet état permet notamment de déterminer le volume de produits stockés, par niveaux et par cellules selon les rubriques de la nomenclature des installations classées pour l'environnement et de connaître le positionnement du site relativement à la règle du cumul visé à l'article R. 511-11 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant présente l'état des stocks en date du 16/06/2023. Les produits sont rangés par catégorie ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les parois extérieures des bâtiments, sont implantées à une distance minimale de 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m ²) restent à l'intérieur du site. Dans tous les cas, l'ensemble des flux létaux sont contenus sur site. Les bâtiments sont implantés conformément aux plans présentés au dossier de demande d'autorisation du 12 août 2019.
Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste que les parois extérieures sont implantées à plus de 20 mètres de l'enceinte de l'établissement et conformément au dossier de demande d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement.</p> <p>Les divers gaines et conduits sont en matériaux incombustibles et coupe feu au moins un quart d'heure.</p> <p>Les dispositions constructives visent également à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. L'exploitant réalise une étude technique démontrant ces dispositions. Cette étude est tenue à disposition de l'inspection des installations classées et des services publics d'incendie et de secours.</p> <p>Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent article sont conservés et intégrés au dossier prévu à l'article 2.5.1.</p>
<p>Constats : L'exploitant présente les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'étude de non ruine en chaîne du 03/11/2021 par la société BEMACO concluant que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement des écrans thermiques vers l'extérieur de la cellule en feu pour la durée justifiée. L'étude démontre que les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. <p>L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de l'absence de gaines et conduits au sein des cellules.</p> <p>L'exploitant explique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les aérothermes sont alimentés par des réseaux d'eau chaude en fonte ; - les RIA et le sprinklage sont également alimentés par des réseaux en fonte. <p>Les câbles électriques sont acheminés sur des chemins de câbles en acier galvanisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'ensemble de la structure est R60.</p> <p>II. Les cellules de stockage ont les surfaces suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cellule 1 : 9 450 m²; - Cellule 2 : 7 270 m²; - Cellule 2a : 2180 m²; - Cellule 2b : 210 m²; - Cellule 2c : 210 m²; - Cellule 3 : 9 450 m²; - Cellule 4 : 9 450 m². <p>La hauteur au faîtage est d'environ 12,20 m.</p> <p>III. Les parois nord et sud sont REI 120 sur toute la hauteur.</p> <p>Les façades de quais, à l'est et à l'ouest du bâtiment, sont en bardage métallique.</p> <p>Les parois extérieures des cellules contenant des produits dangereux (C2a, C2b et C2c) sont REI 120.</p> <p>IV. En façade de quais, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.</p> <p>V. Les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120.</p> <p>La paroi qui sépare le bâtiment du nord au sud et qui sépare les cellules C1 et C3 et la cellule C4 des cellules C2 et C2a est un mur REI 240.</p> <p>VI. Le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation</p> <p>VII. Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi.</p> <p>VIII. Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0, et d'autre part :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m³ et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 84 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure. <p>La toiture est munie d'une couverture en bac acier galvanisé isolée avec de la laine minérale (ou tout matériau équivalent), lui conférant un caractère BROOF(t3). La toiture est recouverte d'une</p>

bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0.

Les éléments séparatifs entre les cellules de produits dangereux (C2a, C2b, et C2c) et les autres cellules dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement.

IX. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.

X. Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

XI. Les sols des aires et locaux de stockage des cellules liquides inflammables sont A1 fl.

Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité du bâtiment à cet article.

L'exploitant présente, par ailleurs, les justificatifs suivants :

- l'attestation de la société BEMACO du 07/06/2022 certifiant que la charpente est de stabilité mini R60 ;
- l'attestation de la société BEMACO du 07/06/2022 certifiant que le degré coupe-feu des murs 2 heures et 4 heures ;
- l'attestation de la société FACE du 21/06/2022 certifiant que la bande alu PARADISIAL SFM (SIPLAST) mise en place de part et d'autre des murs coupe-feu est bien A2-s1-d0 ;
- l'attestation de la société FACE du 21/06/2022 certifiant que le polycarbonate mis en place est non gouttant et de classe B-s2-d0 ;
- l'attestation de la société DEMOUSELLE du 23/08/2023 certifiant que les portes coupe-feu sont fermées automatiquement en cas de déclenchement du sprinklage ;
- la société FACE atteste le 21/06/2022 que le complexe de couverture est classé BROOF (T3) et le complexe de couverture est composé du support d'étanchéité HACIERCO 125S (ARCELOR), de l'isolant ROCKACIER C nu épaisseur 80 mm (ROCKWOOL) et de l'étanchéité bicouche Paradienne FM + Paracier G (SIPLAST).

L'inspection constate que le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Dispositions constructives – Local sprinkleur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux des installations sprinkler sont dotés d'une dalle béton et les cuves de fioul associés aux motopompes sont équipées de rétentions suffisamment dimensionnées. Les parois et le plafond du local sont REI 120.
Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité du bâtiment à cet article. L'exploitant présente l'attestation de la société MEDINGER G.O. du 19/11/2021 certifiant que les parois et le plancher haut du local sprinkleur respectent le degré coupe-feu 2 heures. L'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none">- les locaux des installations sprinkler sont dotés d'une dalle béton ;- les cuves de fioul associés aux motopompes sont équipées de rétentions suffisamment dimensionnées ;- les parois et le plafond du local sont en béton.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux de charge d'accumulateurs sont exclusivement réservés à cet effet.</p> <p>Ils sont séparés des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Les murs sont coupe-feu de degré 2 heures.</p> <p>La couverture est incombustible.</p> <p>Une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.</p> <p>La porte donnant vers l'extérieur est pare-flamme de degré 1/2 heure et est munie d'un ferme-porte.</p> <p>Le sol est étanche, incombustible et recouvert d'une peinture résistance aux acides, recouvrant également les murs sur un mètre de hauteur. Le sol est équipé de façon à pouvoir recueillir ou traiter les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.</p> <p>Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité du bâtiment à cet article.</p> <p>L'exploitant présente les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'attestation de la société BEMACO du 07/06/2022 certifiant que le degré coupe-feu des murs 2 heures. <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois sont en béton ; - la porte est REI 120 ; - le sol est étanche en béton ; - un regard pour la récupération des eaux de lavage et des produits répandus est présent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Dispositions constructives – Autres locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux techniques sont isolés des cellules de stockage par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes) et sont munies d'un ferme-porte. Les transformateurs de courant électrique sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.
Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité du bâtiment à cet article. L'exploitant présente : - l'attestation de la société MEDINGER G.O. du 19/11/2021 certifiant que le plancher haut et les parois du local accueillant les transformateurs électriques respectent le degré coupe-feu 2 heures ; - l'attestation de la société MEDINGER G.O. du 09/09/2022 certifiant que le flochage fibreux réalisé au niveau du local de charge de la cellule C3 est de degré coupe-feu EI 120 (local de charge transformé en local technique). L'inspection constate que les locaux techniques sont isolés des cellules par des parois en béton et que les portes sont coupe-feu REI 120. L'inspection constate la présence de bloc sanitaires dans les cellules C2 et C4. Les parois sont en parpaings en béton. L'exploitant présente l'attestation de la société MEDINGER G.O. du 19/11/2021 certifiant que les parois et le plancher haut des blocs sanitaires des cellules C2 et C4 respectent le degré coupe-feu 2 heures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux sont séparés des cellules de stockage par une paroi REI 120.</p> <p>Ils sont isolés par des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2).</p> <p>Ils sont isolés par un plafond au moins REI 120. Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage. De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en étage le plancher est également au moins REI 120.</p> <p>Ils ne sont pas contigus aux cellules de stockage où sont présentes des matières dangereuses.</p> <p>Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité du bâtiment à cet article.</p> <p>L'exploitant présente l'attestation de la société MEDINGER G.O. du 19/11/2021 certifiant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plancher haut et les parois des bureaux attenants aux cellules C1 et C3 respectent le degré coupe-feu 2 heures. <p>L'inspection constate que les bureaux et les locaux sociaux sont isolés des cellules par des parois en béton et que les portes sont coupe-feu REI 120.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. En l'absence d'un 2ème accès au site, l'accès véhicules légers sert de 2ème entrée au site pour les véhicules poids lourds d'intervention des services de secours et est dimensionné pour recevoir ces véhicules.</p> <p>Les accès au site sont conçus pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>La voie d'accès des services publics d'incendie et de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompiers ». Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type « stationnement interdit ».</p>
<p>Constats : L'inspection constate l'accès pour l'intervention des services d'incendie et de secours. Et que par l'absence d'un 2ème accès au site, l'accès des véhicules légers sert de 2ème entrée au site pour les véhicules poids lourds d'intervention des services de secours et est dimensionné pour recevoir ces véhicules.</p> <p>La voie d'accès des services d'incendie et de secours n'est pas matérialisée au sol en faisant apparaître la mention « accès pompiers ». Ce dispositif n'est pas renforcé par une signalisation verticale de type « stationnement interdit ».</p> <p>→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas matérialisé la voie d'accès des services publics d'incendie et de secours au sol en faisant apparaître la mention « accès pompiers » et éventuellement renforcé celle-ci par une signalisation verticale de type « stationnement interdit ».</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins. <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15% ; - dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R inférieur à 50 mètres ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; <p>aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins », les accès au bâtiment, les aires de mises en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.</p> <p>Chaque cellule de liquides inflammables a au moins une façade accessible depuis la voie « engins ».</p>
<p>Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité du bâtiment à cet article.</p> <p>L'exploitant présente les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de la voirie en date du 16/11/2021. La largeur utile est au minimum de 13 mètres, la hauteur est libre et la pente est inférieure à 15 %. Les virages intérieurs sont de 13 m minimum et une sur-largeur est ajoutée dans les virages. Chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie. Les cellules de liquides inflammables ont au moins une façade accessible depuis la voie « engins » ; - l'attestation de la société Jean LEFEBVRE du 10/06/2022 attestant que la voie engins résiste à une charge de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu distant de 3,6 m minimum.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie à l'article 7.3.3.2 du présent chapitre.</p> <p>Au moins deux façades du bâtiment sont desservies par une aire de mise en station des moyens aériens.</p> <p>Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m² d'autres cellules sont équipés de deux aires de mise en station des moyens aériens, positionnées au droit du mur coupe-feu à ses deux extrémités.</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ; - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie prévu à l'article 7.6.2 ; - elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction ; - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². <p>Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité du bâtiment à cet article.</p> <p>L'exploitant présente les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de la voirie en date du 16/11/2021. Le plan présente les dimensions des aires de mise en station. Les aires ont une largeur utile minimale de 7 m et une longueur minimale de 10 mètres. La distance par rapport à la façade est inférieure à 8 mètres : conforme ; - l'attestation de la société Jean LEFEBVRE du 10/06/2022 certifiant que la pente des aires de mise en station des moyens aériens est comprise entre 2 et 7 % ; - l'attestation de la société Jean LEFEBVRE du 10/06/2022 certifiant que les aires de mise en station des moyens aériens résistent à une charge de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu distant de 3,6 m minimum et présentent une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². <p>Les aires de mise en station des moyens aériens sont conformes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie à l'article 7.3.3.2 du présent chapitre. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie prévu à l'article 7.6.2 ; - elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ; - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN. <p>Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité du bâtiment à cet article.</p> <p>L'exploitant présente les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de la voirie en date du 16/11/2021. Le plan présente les aires de stationnement des engins : conforme. Les aires ont une largeur utile minimale de 4 m et une longueur minimale de 8 mètres. La distance par rapport au poteau incendie respectif est inférieure à 5 mètres ; - l'attestation de la société Jean LEFEBVRE du 10/06/2022 certifiant que la pente des aires de stationnement des engins à proximité des poteaux incendie est comprise entre 2 et 7 % ; - l'attestation de la société Jean LEFEBVRE du 10/06/2022 certifiant que les aires de stationnement des engins résistent à une charge de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu distant de 3,6 m minimum et présentent une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². <p>Les aires de stationnement des engins sont conformes.</p> <p>Une aire de stationnement située entre le bassin n°3 et le bassin n°1 n'est pas maintenue dégagée car du stockage de poteaux métalliques est présent sur l'aire (voir photo ci-après).</p>



→ **Non-conformité** : L'exploitant ne maintient pas dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours l'aire de stationnement située entre le bassin n°3 et le bassin n°1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 29 : Intervention des services de secours – Accès aux issues et aux quais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

À partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues des bâtiments par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.

Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.

Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules par une porte sauf s'il existe des accès de plain-pied.

Des issues sont prévues à proximité des murs séparatifs coupe-feu.

Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité du bâtiment à cet article.

L'exploitant présente le plan de la voirie en date du 16/11/2021.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 m² et d'une longueur maximale de 60 mètres. Pour les cellules contenant des liquides inflammables, la surface maximale est de 1 600 m² et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure et a une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 m² de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 m² ni supérieure à 6 m². Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p>
<p>Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité du bâtiment à cet article.</p> <p>L'exploitant présente les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'attestation de la société FACE du 21/06/2022 certifiant que les écrans de cantonnement sont stables au feu d'un minimum de degré d'1/4 heure ; - l'attestation de la société FACE du 09/09/2022 certifiant que les thermofusibles des lanterneaux de désenfumage ont une plage de déclenchement de 180°C ; - l'attestation de la société FACE du 22/07/2022 certifiant que les essais de fonctionnement des lanterneaux ont été effectués pour tous les cantons et que les résultats sont concluants, que les travaux d'asservissement entre les coffrets de commande et les coffrets de report ont bien été réalisés et testés ;

<p>- le plan de la couverture par la société FACE en date du 12/05/2022 certifiant les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Les 29 cantons ont une surface maximale de 1 600 m² et d'une longueur maximale de 60 m ; * Les dispositifs d'évacuation sont implantés sur la toiture à au moins 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage ; * La surface utile de l'ensemble de ces exutoires est supérieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. <p>L'inspection constate la présence des cantons de désenfumage, des commandes manuelles des exutoires installées en 2 points opposés de la cellule.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 31 : Désenfumage –Locaux de charge d'accumulateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux de charge d'accumulateurs sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.</p>
<p>Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité du bâtiment à cet article.</p> <p>L'exploitant présente les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de la couverture par la société FACE en date du 12/05/2022 certifiant que les locaux de charge sont équipés de lanterneaux de désenfumage. <p>L'inspection constate la présence de lanternaux et de la présence des commandes manuelles à proximité des accès.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 32 : Evacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs ou 50 mètres dans les cellules de liquides inflammables (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m ² . En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité du bâtiment en terme d'évacuation du personnel. L'exploitant présente le compte-rendu de l'exercice de défense incendie du 24/01/2023 par la société Bureau Veritas, incluant un exercice d'évacuation. L'inspection constate la présence d'issues de secours en sens opposées dans chaque cellule.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 33 : Stockage de matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses dont les produits d'entretien sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux. Le stockage n'est pas réalisé dans les locaux de charge d'accumulateurs. Ces dispositions ne sont pas applicables pour les produits en transit dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

Constats : Les cellules C2a, C2b et C2c sont réservées aux produits dangereux :

- les aérosols et produits inflammables sont stockés en cellule C2a,
- la soude ou potasse en cellule C2b ou C2c et
- les produits toxiques pour l'environnement en cellule C2c ou C2b.

En termes d'utilisation de rétention, un bassin de confinement étanche et incombustible (commun pour les cellules de produits dangereux C2a/C2b/C2c) servira pour la gestion des déversements accidentels et pour la rétention des eaux d'extinction de ces cellules.

Le dossier d'autorisation mentionne au paragraphe 4.1.1 de l'étude de dangers les mesures organisationnelles suivantes :

« Les produits seront étiquetés ; le personnel sera formé au risque chimique ; à l'entrée des cellules pouvant contenir des produits dangereux seront affichées les règles d'incompatibilité ainsi que le rappel du type de produit pouvant être stocké. »

Ces mesures organisationnelles ne sont pas mises en œuvre.

L'exploitant n'a pas affiché les règles d'incompatibilité et n'a pas pu justifier de la gestion de l'incompatibilité des matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie.

L'inspection constate qu'il n'y a pas de stockage dans le local de charge d'accumulateurs.

→ **Non-conformité :** L'exploitant n'a pas pu justifier que les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne sont pas stockées dans la même cellule et que si elles sont stockées dans une même cellule une séparation physique entre ces matières permettent d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

→ **Non-conformité :** L'exploitant n'a pas mis en place les mesures organisationnelles pour la gestion de l'incompatibilité des produits dangereux énoncés dans l'étude de dangers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 34 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Cette distance respecte la distance minimale au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Pour les cellules de liquides inflammables, une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois de la cellule. Cette distance est portée à 0,3 mètre pour les stockages en paletiers.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">- surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;- hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;- largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. <p>La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides et des gaz inflammables est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>Les racks de stockage sont implantés à une distance d'au moins 20 mètres des façades est pour les cellules C3 et C4 et au moins 20 mètres des façades ouest pour les cellules C1 et C2.</p> <p>Le stockage de matières dangereuses est interdit dans les cellules C1, C2, C3 et C4.</p> <p>Les matières dangereuses sont stockées dans les cellules spécifiques C2a, C2b et C2c. Afin d'éviter toute incompatibilité entre les produits dangereux stockés :</p> <ul style="list-style-type: none">- les aérosols et les produits inflammables sont stockés dans la cellule C2a ;- la soude ou potasse est stockée dans la cellule C2b ou C2c ;- les produits toxiques sont stockés dans la cellule C2b ou C2c. <p>Les liquides inflammables sont stockés conformément aux dispositions du présent article et sur rétention de dimension conforme au chapitre 4.5.</p> <p>Le stockage des solides inflammables est réalisé dans la cellule 2a et peut être réalisé au-dessus des stockages de liquides inflammables.</p>
Constats : L'exploitant présente le plan des stockages.
Le stockage est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 35 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Dans les cellules de liquides inflammables, à l'exception des palettiers couverts d'une peinture époxy, les équipements métalliques fixes sont reliés par un réseau de liaisons équipotentiels qui est mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule.
Constats : L'inspection rappelle qu'une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est à effectuer au minimum une fois par an. L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la présence d'un interrupteur central à proximité d'une issue de secours pour chacune des cellules.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 36 : Eclairage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil. Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.
Constats : L'exploitant indique que l'éclairage est réalisé avec des LEDS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 37 : Installation de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bâtiment est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.</p>
<p>Constats : Installations pour la protection contre la foudre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse Risque Foudre (ARF) réalisée par la société RG CONSULTANT en date du 30/03/2022 : Présente ; - Étude Technique Foudre (ETF) réalisée par la société RG CONSULTANT en date du 30/03/2022 : Présente ; - Vérification complète réalisée par la société QUALICONSLT en date du 09/12/2022 : le rapport est absent ; - Carnet de Bord des installations : Absent ; - Registre d'enregistrement des coups de foudre : Absent. <p>→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas pu présenter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de contrôle de la vérification complète des installations pour la protection contre la foudre ; - le carnet de bord des installations ; - le registre d'enregistrement des coups de foudre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 38 : Ventilation des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.</p> <p>Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.</p> <p>Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.</p> <p>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.</p> <p>Dans les locaux de charge d'accumulateurs, l'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) interrompt automatiquement, également, l'opération de charge et déclencher une alarme.</p>
<p>Constats : Les cellules sont ventilées de façon naturelle.</p> <p>Il y a un seul local de charge utilisé : le local de charge attenant à la cellule n°1.</p> <p>Le local de charge attenant à la cellule n°3 est utilisé pour l'instant comme local de maintenance du matériel.</p> <p>L'exploitant présente les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'attestant de la société DEMOUSELLE du 25/08/2022 certifiant que l'opération de charge est asservie au fonctionnement du système d'extraction, dans le local de charge attenant à la cellule n°1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 39 : Système de détection et extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.5.6
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bâtiment de stockage est doté d'un système de détection et d'extinction incendie automatique.</p> <p>L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>La détection est assurée par le système d'extinction automatique dans les cellules de stockage, les locaux de charge d'accumulateurs et le local sprinkleur. Les bureaux et les locaux transformateurs</p>

de courant sont équipés d'une détection incendie.

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.6.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière ou de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Le dimensionnement de ces détections est déterminé en fonction des produits stockés et des procédés de convoyage mis en œuvre. Les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection sont conservés et intégrés au dossier prévu à l'article 2.5.1.

Les systèmes de détection ainsi que le système d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus et à minima annuellement.

Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de :

- la présence du sprinklage dans les cellules de stockages C1, C3 et C4, les locaux de charges LC1 et LC3 et le local sprinkleur,
- la présence de détection incendie dans la chaufferie, les cellules C2a, C2b, C2c, le local transformateur.

L'exploitant présente les justificatifs suivants :

- l'attestation de la société DEMOUSELLE du 25/08/2022 certifiant que l'alarme sonore est perceptible en tout point ;
- l'attestation de la société DEMOUSELLE du 10/06/2022 certifiant que les bureaux attenants aux cellules C1 et C3, les sanitaires des cellules C2 et C4, les cellules C2a, C2b et C2c, les locaux techniques TGBT, transformateur, onduleur et chaufferie sont équipées de détecteurs optiques d'incendie ;
- le procès-verbal de la société ALTEOS en date du 13/07/2002 attestant la réception des travaux de sprinklage et le dimensionnement des détections en fonction des produits stockés.

L'inspection constate la présence de sprinklage et de la détection d'incendie dans les bureaux et locaux sociaux, la chaufferie et le local transformateur.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 40 : Chauffage et refroidissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes est réalisé par aérothermes à eau chaude alimentés par une chaudière au gaz naturel. Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les bureaux ou les locaux sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage dans les conditions prévues à l'article . Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent. Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.
Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste que le chauffage de l'entrepôt et de ses annexes est réalisé par aérothermes à eau chaude alimentés par une chaudière au gaz naturel. L'inspection constate la présence d'aérothermes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 41 : Chauffage (hors chaufferie)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 18.2. Autres moyens de chauffage
Thème(s) : Risques accidentels, Chauffage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets « restituant le degré REI de la paroi traversée » sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.
Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste la conformité de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 42 : Équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.5.9
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le bâtiment est équipé d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque respectant les dispositions de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé. Des systèmes de coupure d'urgence sont installés sur les circuits DC (courant continu) et AC (courant alternatif), au plus près des sources et sont commandés à partir d'une commande positionnée à l'extérieur, dûment identifiée et accessible en toutes circonstances.
Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste que l'installation est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé. L'exploitant présente les justificatifs suivants : <ul style="list-style-type: none">- l'attestation par la société EPC SOLAIRE du 19/10/2022 certifiant que l'installation photovoltaïque a été réalisée en l'application des règles des paragraphes 463 et 536.3 de la NF C 15-100, et conformément au Guide UTE C 15-712-1 et C 15-712-2, des dispositifs de coupure d'urgence ont été prévus côté DC et AC pour couper l'alimentation électrique en cas d'apparition d'un danger sur le réseau électrique ou au niveau des sources, qu'il s'agisse des modules photovoltaïques ou du réseau électrique de distribution ;- le plan du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) par la société ARCHITECTURE INGÉNIERIE SAS en date de 09/2022. Ce plan indique que l'arrêt d'urgence de l'installation photovoltaïque se trouve dans la cellule C1 (paroi Sud) ;- le certificat de qualification du 05/01/2022 délivrée par la société QUALIFELEC à la société EPC SOLAIRE pour l'activité Solaire Photovoltaïque – indice 2 (supérieur à 36 kVA ou inférieur ou égal à 250 kVA) et classification 1 (de 1 à 3 exécutants) ;- la fiche technique des panneaux photovoltaïques de la marque HONEY. L'inspection constate un arrêt d'urgence au pied du poteau de la structure des panneaux photovoltaïques et un autre arrêt d'urgence dans les bureaux attenants à la cellule C3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de poteaux incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie. Les poteaux incendie sont alimentés par le réseau public et fournissent un débit simultané de 180 m³/h pendant 2h au minimum (3 poteaux d'incendie en simultané) sous une pression dynamique minimale de 1 bar. Chaque poteau incendie est en mesure de fournir un débit unitaire minimum de 60 m³/h pendant 2 heures. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ; - d'une réserve d'eau de 480 m³ permettant de fournir un débit de 240 m³/h pendant 2h au minimum. Cette réserve est conforme aux dispositions du guide technique annexé au Règlement Départemental de la Défense Extérieure contre l'Incendie applicable, dispose d'au moins une prise d'alimentation pour les services d'incendie et de secours et est équipée de 4 aires de pompage à proximité, d'une surface minimale de 8 x 4 ml. La réserve d'eau est à moins de 100 mètres des bâtiments ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, des locaux de charge d'accumulateurs, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. Ce point n'est pas applicable pour les cellules ou les parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; - d'un système d'extinction automatique d'incendie. Ce réseau sprinkler est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique. Cette qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. Le réseau hydraulique sprinkler alimentant les antennes sprinkler au sein du bâtiment est bouclé. Le système d'extinction automatique est équipé d'1 ou 2 groupes motopompes et d'une réserve d'eau d'un volume unitaire de 1 100 m³. Les alarmes sprinkler sont reportées au niveau du tableau d'alarmes situé dans les bureaux du bâtiment et en période non-ouvrée à une société de télésurveillance. Le bâtiment est maintenu hors gel afin de garantir le fonctionnement du sprinkleur toute l'année ; - à proximité des cellules de liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles et munie d'un couvercle ou de tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries. [...]

L'exploitant est en mesure de justifier de la disponibilité effective des débits et des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation. Ces justificatifs sont conservés et intégrés au dossier prévu à l'article 2.5.1.

Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité des installations à ces prescriptions.

L'exploitant présente les justificatifs suivants :

- la réception des 7 poteaux incendie par le SDIS 91 en date du 25/07/2023. Les débits unitaires et en simultané sont conformes ;
- le plan du géomètre GEOMETRIC en date du 24/08/2022 attestant que la capacité de la réserve d'eau incendie est de 480 m³ ;
- l'attestation de la société AAI du 16/11/2022 certifiant que le système d'extinction automatique est équipé d'un groupe motopompe diesel 567 m³/h alimenté par un réservoir d'eau utile de 1 100 m³ utile. L'ensemble des cellules est protégé ainsi que les locaux techniques. Les bureaux ne sont pas protégés par sprinkleurs. Les vannes et les passages d'eau sont repris en alarmes ;
- l'attestation de la société AAI certifiant que le site est protégé par un système sprinkleur, dopé en émulseur polyvalent à 3 % pour la protection des racks de produits inflammables. Ce système est alimenté par une pompe doseuse d'une capacité de 10 000 Litres/min alimentée par une cuve d'émulseur de 7 000 litres (dimensionnement sur une base d'autonomie de 20 minutes) ;
- le PV de réception des travaux de la société ALTEOS en date du 13/07/2022 attestant que le système d'extinction automatique de la cellule 2A a été adapté pour le stockage de produits liquides combustibles ou inflammables et des aérosols et celui des cellules 2B et 2C a été adapté pour le stockage de produits polluants et de la soude ;
- les plans d'implantation des RIA par la société AAI en date du 19/11/2021 ;
- l'attestation de conformité au référentiel APSAD (R5) des robinets d'incendie armés établie par la société AAI en date du 17/07/2022.

L'inspection constate :

- la mise en place de la réserve d'eau incendie en face du local chaufferie. Celle-ci est recouverte par une bâche perméable.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 44 : Moyens de lutte contre l'incendie – Extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, le bénéficiaire de l'autorisation transmet au préfet une attestation de conformité du système d'extinction automatique aux exigences du référentiel professionnel retenu, le cas échéant avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'une société de vérification compétent. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ces justificatifs sont conservés et intégrés au dossier prévu à l'article 2.5.1.</p> <p>Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité des installations à ces prescriptions.</p> <p>L'exploitant présente les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'attestation de la société AAI du 16/11/2022 certifiant que le système d'extinction automatique est équipé d'un groupe motopompe diesel 567 m³/h alimenté par un réservoir d'eau utile de 1 100 m³ utile. L'ensemble des cellules est protégé ainsi que les locaux techniques. Les bureaux ne sont pas protégés par sprinkleurs. Les vannes et les passages d'eau sont repris en alarmes ; - l'attestation de la société AAI certifiant que le site est protégé par un système sprinkleur, dopé en émulseur polyvalent à 3 % pour la protection des racks de produits inflammables. Ce système est alimenté par une pompe doseuse d'une capacité de 10 000 Litres/min alimentée par une cuve d'émulseur de 7 000 litres (dimensionnement sur une base d'autonomie de 20 minutes) ; - l'attestation de la société AAI du 30/08/2022 certifiant que les installations de protection incendie par sprinkleurs et RIA sont conformes à la norme NPFA.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 45 : Moyens de lutte contre l'incendie – Exercice de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, par mise en œuvre du plan incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.</p> <p>Constats : L'exploitant présente le compte-rendu de l'exercice de défense incendie du 24/01/2023 par la société Bureau Veritas.</p> <p>L'exploitant a traité les points d'amélioration identifiés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 46 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan de défense incendie qui comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des pompes de relevage, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus à l'article ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus à l'article ; - les mesures particulières en cas d'indisponibilité du sprinkler ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan opérationnel interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique que le plan de défense incendie (PDI) sera inclus dans le plan opérationnel interne (POI) qui est en cours de finalisation.</p> <p>L'exploitant mettra à jour, dans le Plan d'Opération Interne (POI), les contacts DRIEAT à joindre en cas d'incident majeur ou accident :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Patrick POIRET : Chef de l'Unité départementale de l'Essonne Tél : 01 60 76 34 20 ou 06 64 00 99 61 ; - Olivier CAPOU : Inspecteur de l'environnement – Unité départementale de l'Essonne Tél : 01 60 76 34 48 ou 07 64 01 74 78 ; - Astreintes (soir et week-end) : Tél : 06 09 81 13 98. <p>→ Non-conformité : L'exploitant ne possède pas de plan de défense incendie (PDI). L'exploitant intégrera les contacts de la DRIEAT énoncés ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 47 : Installations de combustion – Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 8 – Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Les appareils de combustion destinés à la production d'énergie présents sur le site (chaufferie et groupe électrogène) sont implantés dans un local uniquement réservé à cet usage et situés à 10 mètres des limites de propriété. La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120. Les installations ne sont pas surmontées de bâtiments occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques et de production. Elles ne sont pas implantées en sous-sol de ces bâtiments.
Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité des installations à cet article. L'exploitant présente l'attestation de la société MEDINGER G.O. du 19/11/2021 certifiant que le plancher et les parois du local chaufferie respectent le degré coupe-feu 2 heures. L'inspection constate que les murs de la chaufferie sont en béton (REI 120).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 8 – Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux abritant l'installation de combustion présentent les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0 ; - le sol des locaux est incombustible (de classe A1 fl) ; - les autres matériaux sont B s1 d0. <p>La couverture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3). De plus, les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) sont de classe A2 s1 d0. A défaut, le système "support de couverture + isolants" est de classe B s1 d0 et l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg.</p> <p>Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité des installations à cet article.</p> <p>L'exploitant présente les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la société FACE atteste le 21/06/2022 que le complexe de couverture est classé BROOF (T3) et le complexe de couverture est composé du support d'étanchéité HACIERCO 125S (ARCELOR), de l'isolant ROCKACIER C nu épaisseur 80 mm (ROCKWOOL) et de l'étanchéité bicouche Paradienne FM + Paracier G (SIPLAST).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 8 – Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble de la structure abritant l'installation de combustion est R60.</p> <p>Les éléments de construction présentent les caractéristiques de comportement au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - parois et plancher haut REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ; - portes intérieures EI 30 (coupe-feu de degré 1/2 heure) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ; - porte donnant vers l'extérieur EI 30 (coupe-feu de degré 1/2 heure) au moins. <p>Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes EI30, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI120.</p> <p>Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs.</p> <p>Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité de la structure, des parois et des portes extérieures (EI60).</p> <p>L'exploitant présente les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'attestation de la société BEMACO du 07/06/2022 certifiant que la charpente est de stabilité mini R60 ; - l'attestation de la société MEDINGER G.O. du 19/11/2021 certifiant que les parois et le plancher haut du local sprinkleur respectent le degré coupe-feu 2 heures. <p>L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois REI 120, - les portes extérieures EI60, - les portes donnant sur la cellule EI120.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 50 : Installations de combustion – Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 8 – Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.
Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité des installations à cet article. L'inspection constate la présence de lanternaux de désenfumage dont la commande est à proximité de l'issue de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 51 : Installations de combustion – Explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 8 – Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il est mis en place des parois soufflables d'une surface minimale de 19,4 m ² , répartie de la façon suivante : - 6,90 m ² : portes et désenfumage ; - 12,50 m ² : façade légère en bardage simple peau.
Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité des installations à cet article. L'exploitant présente les justificatifs suivants : - le plan d'élévation Coffrage du 07/12/2021 certifiant la mise en place d'une paroi soufflable d'une surface de 12,60 m ² en façade. L'inspection constate la présence de la paroi soufflable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 8 – Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin. Un espace suffisant est aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.
Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité des installations à cet article.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 8 – Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou toxique.</p> <p>La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.</p> <p>Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p>
<p>Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité des installations à cet article, sauf pour le débouché à l'atmosphère de la ventilation en façade et non pas à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p> <p>L'inspection, constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'ouvertures en partie haute et basse, - la ventilation est naturelle. <p>La ventilation débouche en façade et non pas à 1 mètre du faîtage.</p> <p>L'arrêté ministériel du 3 août 2018 (rubrique 2910 D) a été modifié par l'arrêté du 8 décembre 2022. Il n'est maintenant exigé un débouché à 1 m au-dessus du faîtage uniquement pour les ventilations mécaniques.</p> <p>L'exploitant a demandé par courrier du 30/01/2023 (réf. A2023-0112) une révision de la prescription du fait que la ventilation est naturelle. Cette demande sera instruite dans un courrier auto-portant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 54 : Installations de combustion – Issues

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 8 – Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'emplacement des issues offre au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes s'ouvrent vers l'extérieur et peuvent être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.
Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité des installations à cet article. L'inspection constate la présence d'issues signalées. Les portes s'ouvrent vers l'extérieur et peuvent être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 55 : Installations de combustion – Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.3.9
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 8 – Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux de la chaufferie sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - d'au moins un extincteur par appareil de combustion (avec un maximum exigible de deux extincteurs), répartis à l'intérieur des locaux à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Ils sont accompagnés d'une mention : " Ne pas utiliser sur flamme gaz ". Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières présentes dans les locaux ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local ; - d'un système de détection automatique d'incendie.
Constats : L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité des installations à cet article. L'exploitant présente les justificatifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> - l'attestation de la société SAS BURLINCHON certifiant que la chaufferie est équipée d'une détection gaz. Les vannes sont asservies à la détection gaz. Les dispositifs de détection gaz enclenche une alarme sonore et visuelle en façade et dans la chaufferie et un report dans le poste de commande à l'accueil. L'exploitant indique les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - en cas d'incendie, la Détection Incendie se déclenche (soit automatiquement via la détection de

fumée au plafond, soit manuellement si quelqu'un se trouvant à l'intérieur de la chaufferie appuie sur le déclencheur manuel présent à proximité de la porte), si bien que l'alarme incendie se déclenche au poste de garde ;
- en cas de fuite de gaz, une alarme technique se déclenche au poste de garde.

Dans les deux cas ci-avant, l'alerte est donnée au poste de garde, ce qui permet au gardien présent 24h/24h d'alerter les services d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 56 : Installations de combustion – Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Titre 8 – Installations de combustion

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.

L'exploitant réalise un contrôle périodique de l'efficacité énergétique par un organisme accrédité au maximum tous les 3 ans. Les chaudières neuves font l'objet d'un premier contrôle périodique dans un délai de trois ans à compter de leur installation.

Constats : L'exploitant n'a pas réalisé le premier contrôle périodique des installations de combustion.

Pour information, l'exploitant devra faire ce contrôle dans un délai de trois ans à compter de leur installation.

L'inspection rappelle qu'un contrôle de l'efficacité énergétique de la chaudière est à réaliser dans un délai de trois ans à compter de leur installation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 8 – Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur minimale de la cheminée d'extraction est de 7 m.
Constats : L'exploitant présente les justificatifs suivants : <ul style="list-style-type: none">- l'attestation de la société BURLINCHON du 12/09/2022 certifiant que la vitesse d'éjection des fumées de la chaudière est supérieure à 5 m/s en sortie du conduit de fumée ;- le plan de la cheminée de la société DINAK du 13/12/2021 attestant une hauteur de cheminée de 18 mètres. <p>L'inspection constate que la hauteur de la cheminée d'extraction dépasse approximativement de 7 m du faîtage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 58 : Installations de combustion – Mesure périodique de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 8 – Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes. Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation. A cette occasion, les teneurs en composés organiques volatils (hors méthane) et en formaldéhyde sont déterminées lorsque ces polluants sont réglementés. [...]
Constats : L'exploitant fournit les rapports de contrôle de la société WEISHAUPHT en date du 10/08/2022. Ces rapports ne vérifient pas l'ensemble des paramètres. Par exemple, les mesures du débit rejeté et des teneurs en poussières ne sont pas présentes. Les rapports n'indiquent pas que la société WEISHAUPHT est un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). → Non-conformité : L'exploitant n'a pas pu présenter un rapport de contrôle de l'ensemble des paramètres de pollution des installations de combustion, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois